



Roumanie

Source : «GEOATLAS.com
© 2009 © Graphi-Ogre »

Données générales

Superficie : 238 391 km² (12ème en Europe)

Capitale : Bucarest

Monnaie : Leu (RON), pluriel : Lei

Langue : Roumain

Population : 20 millions d'habitants

Démographie : Croissance démographique négative ; âge moyen : 39,2 ans

Infrastructures : réseau routier de 79 524 km, dont près de 400 km d'autoroutes. 11 053 KM de voies ferrées doubles sur 20 533 km (54%), dont 3000 km électrifiées.



Source : «GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »

Données politiques

Type de régime : République parlementaire

Les dernières élections :

Législatives : 30 novembre 2008

Présidentielles : 6 décembre 2009

Les prochaines élections :

Législatives : 9 décembre 2012

Présidentielles : novembre 2014

Les principaux dirigeants :

Titre et noms des principaux dirigeants

Président de la République : Traian Basescu

Premier ministre : Victor Ponta

Durée des mandats :

Mandat présidentiel : 5 ans

Mandat parlementaire : 4 ans

Données économiques en 2011

Principaux indicateurs économiques par pays

Indicateurs	Roumanie	France
PIB	126,5 Mds EUR	2028 Mds EUR.
Déficit public en % du PIB	4,3%	5,5%
Dettes publiques en % du PIB	35%	85,3% (3 ^e trim.)
PIB par habitant	6022 EUR	-
Taux de croissance	+2,5%	1,7%
Taux d'inflation	+3,14%	2,5%
Taux de chômage	5%	9,4%

Sources : Commission Européenne, INSEE.

Situation économique du pays

Après deux années consécutives de contraction de son PIB, de 7,1% en 2009 et de 1,3% en 2010, la Roumanie a retrouvé le chemin de la croissance en 2011, **avec une progression de 2,5%**. Avec une consommation domestique en berne, même si elle a montré des signes de reprise en fin d'année, des investissements étrangers qui restent très en-deçà de leur niveau d'avant-crise, enregistrant une nouvelle chute de plus de 50% sur l'année, ce sont principalement les exportations qui ont tiré la croissance du pays en 2011, bénéficiant notamment d'une reprise soutenue de la production industrielle et de récoltes agricoles abondantes. Dans une moindre mesure, l'accélération de la mise en chantier de grands travaux d'infrastructures – réseaux routiers, autoroutiers et ferroviaires principalement – financés au titre des fonds structurels et de cohésion sur le budget 2007-2013 de l'Union Européenne, a participé au redressement de l'économie roumaine. Le FMI, qui a placé la Roumanie « sous surveillance » depuis le 25 mars 2009 et la signature d'un accord de soutien financier associant l'UE – mise à disposition d'un fonds de 19,95 Mds EUR –, anticipe un léger fléchissement de la croissance économique en 2012 : le PIB ne devrait progresser que de 1,8 à 2%.

L'indice des prix à la consommation a atteint un minimum historique en 2011, enregistrant une progression limitée à 3,14 % : la chute des prix des denrées agricoles, résultat de récoltes abondantes, a largement contribué à enrayer les pressions inflationnistes que subissait l'économie locale au cours des dernières années.

Le taux de chômage, enfin, fait partie des plus bas de l'UE 27, à un peu moins de 5% fin 2011, en net recul par rapport à fin 2010 (6,9%) et 2009 (7,8%). Ces chiffres sont toutefois à relativiser : ils ne prennent pas en compte une partie de la population, notamment rurale, qui vit de l'exploitation de sa terre dans la cadre d'une agriculture vivrière. Par ailleurs, le taux de chômage est sensiblement moindre à Bucarest : 2,5 à 3% de la population active.

Situation financière du pays

La crise de 2009 avait fait craindre une dégradation brutale et prolongée de la situation financière du pays : envolée de la dette publique, creusement du déficit budgétaire, chute des réserves et dépréciation du Leu. L'accord de soutien financier conclu avec le FMI et l'Union Européenne le 25 mars 2009 a permis à la Roumanie, certes au prix d'un plan d'austérité particulièrement drastique (réduction du salaire des fonctionnaires de 25%, des prestations sociales de 15% et relèvement de la TVA de 19 à 24%), d'afficher fin 2011 d'excellents indicateurs : la dette publique reste modérée à 35 % du PIB, le déficit budgétaire (4,3% du PIB) est inférieur au niveau imposé par le FMI (4,4%), l'inflation est maîtrisée, la parité RON/EUR est restée stable. Au total, même si la Roumanie reste un pays sous surveillance et poursuit son ajustement structurel, elle affiche aujourd'hui des « fondamentaux » sains qui devraient lui permettre, pour autant qu'elle réussisse les prochains exercices imposés – privatisation des entreprises publiques notamment – de retrouver une dynamique de croissance solide et durable.

Politiques fiscale et économique du pays

Dispositif fiscal :

Cote unique : 16% (impôts sur le revenu, sur les sociétés et sur les dividendes pour les personnes physiques roumaines et morales étrangères)

Impôts sur les dividendes : 10% dans le cadre de la Convention fiscale franco-roumaine, sur présentation d'un certificat de résidence fiscale. Pour les personnes morales roumaines : 0% si le bénéficiaire détient à la date du paiement du dividende au moins 15% du capital du payeur, depuis au moins 2 ans – à défaut, taux de 10%.

A partir de 2009, les personnes morales ressortissantes de l'Union européenne bénéficient du même régime : 0% ou 10% selon les cas.

TVA : 24% depuis le 1^{er} juillet 2010 (19% auparavant).

Politique économique : depuis la conclusion de l'accord de soutien financier entre le FMI, la CE et la Roumanie en 2009, le gouvernement roumain dispose d'une marge de manœuvre ténue pour mettre en place une politique économique qui échapperait aux recommandations, voire aux exigences de ses bailleurs de fonds.

Les principaux axes de cette politique sont les suivants :

- Privatisation totale ou partielle des grandes entreprises publiques roumaines : une première liste pléthorique d'entreprises privatisables avait été publiée en 2010 par le gouvernement roumain ; en 2011, le ministère de l'Economie, afin de rendre l'exercice plus attractif pour les investisseurs potentiels étrangers, a publié une short-list de 19 sociétés étatiques à privatiser en priorité : elles appartiennent principalement aux secteurs de l'énergie, des transports et de l'industrie ; plus qu'une mesure de politique budgétaire, certes imposée par la FMI, il s'agit d'une mesure destinée à rendre plus performante la contribution des grands groupes roumains au développement économique du pays.
- Accélération de la consommation des Fonds structurels et de cohésion (FSC) européens en 2012 : au 31/12/2011, la Roumanie n'avait absorbé que 5,5% des fonds mis à sa disposition dans le cadre de la politique de convergence européenne, soit un peu plus de 1 Md EUR ; le tout nouveau ministère des Affaires Européennes roumain, créé à cet effet, s'est engagé à tripler d'ici fin 2012 l'absorption de fonds européens. Le respect de cet engagement pourrait porter la contribution des FSC à 3,8% du PIB roumain.
- Dans le secteur énergétique, une réforme est en cours, destinée à stimuler l'investissement privé en éliminant les facteurs de distorsion de concurrence : la transposition du 3^{ème} « paquet énergie » de l'UE est à l'ordre du jour du calendrier parlementaire 2012 et notamment l'indépendance de l'autorité de régulation du secteur.

Accords politiques, juridiques et multilatéraux

- Partenariat stratégique avec la France signé le 4 février 2008 entre le Président Sarkozy et le Président Basescu
- Etat membre de l'Union Européenne depuis le 1^{er} janvier 2007
- Membre de plein droit de l'OTAN depuis le 29 mars 2004
- Convention bilatérale sur l'encouragement et la protection des investissements signée le 21 mars 1995
- Membre du GATT depuis le 14 novembre 1971 (puis de l'OMC à partir de 1995)
- Convention fiscale de non-double imposition signée en 1974

Commerce extérieur

Importations en 2011 (est.) : 54,6 Mds EUR

Exportations en 2011 (est.) : 44,9 Mds EUR

Poids de la France dans les importations de la Roumanie : 5,8 % des importations roumaines (4^{ème} rang)



Etat des lieux du commerce extérieur

La Roumanie est un pays qui affiche traditionnellement un taux d'ouverture (importations + exportations/ PIB) très élevé : en 2011, il a sensiblement progressé par rapport à 2010 pour atteindre près de 80%. C'est le résultat d'une forte hausse des importations (+18,7%) et surtout des exportations (+23,7%).

La France, qui était en 2010 le 3^{ème} partenaire commercial de la Roumanie, a reculé d'une place en 2011 au profit de la Hongrie. **Comme en 2010 néanmoins, la France reste le 4^{ème} fournisseur de la Roumanie, derrière l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie et son 3^{ème} client.** Avec 3,1 Mds EUR d'exportations en Roumanie et 3,4 Mds EUR d'importations de Roumanie, la France enregistre en 2011 un nouveau déficit commercial (300 M EUR), qui s'est néanmoins sensiblement réduit par rapport à 2010 (- 486 M EUR).

A l'exception d'un recul de 10% en 2009, **les échanges franco-roumains n'ont cessé de croître au cours de la dernière décennie**, progressant de 23% en 2010 et de 13,5% en 2011 : les exportations françaises en Roumanie ont bondi de 12,5% en 2010 et de 15,5% en 2011, les exportations roumaines vers la France de 24% en 2010 et de 11,6% en 2011.

Malgré la progression continue des exportations françaises, le poids de la France dans les importations roumaines s'est érodé au cours des deux dernières années : de 6,11% en 2009, il a chuté à 5,95% en 2010 et à 5,8% en 2011. Le facteur énergétique explique à lui seul ce recul, qui a d'ailleurs davantage affecté les deux principaux fournisseurs de la Roumanie, l'Allemagne (17,2% de part de marché en 2009, 16,9% en 2011) et l'Italie (11,8% en 2009, 11,2% en 2011), le Kazakhstan (4,2%), la Russie (4,06%) et l'Ukraine (1,46%) gagnant chacun près d'un point de part de marché en Roumanie entre 2009 et 2011.

En 2011 par ailleurs, 9472 sociétés françaises ont exporté vers la Roumanie, soit près de 2000 de plus qu'en 2010 (source : Service Economique).

Principaux postes des exportations françaises en Roumanie



- Produits agricoles et agro-alimentaires
- Biens d'équipement mécanique et électrique
- Matériels de transport
- Autres produits industriels

Principaux postes des importations françaises de Roumanie



Source : Douanes françaises

Les secteurs porteurs et la présence française

	Secteurs	Part de marché de la France
1	Automobile	60 %
2	Infrastructures de transports : chemins de fer	25 %
3	Télécommunications	25 %
4	Banques, assurances	18 %
5	Grande distribution	15 %
6	Produits cosmétiques	14 %
7	Eau-Energie-Environnement	12 %
8	Produits pharmaceutiques, santé, dispositifs médicaux	8 %
9	Produits agricoles et agro-alimentaires	4 %

Source : INS, Global Trade Atlas, estimations Bureau Ubifrance Roumanie

L'automobile

L'industrie automobile est un des secteurs clés de l'économie roumaine, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 10 Mds EUR, soit plus de 8 % du PIB roumain et 200 000 emplois. Renault est le premier investisseur industriel étranger et le second investisseur français en Roumanie : le groupe y exploite une unité de production, un centre de recherche (incluant un centre de Design) et un centre d'ingénierie et d'essais. Michelin, ACI, Valeo, Faurecia, SNR, Saint Gobain et Piroux Industrie figurent parmi les principaux autres industriels du secteur présents en Roumanie.

Début 2012, Ford a démarré la production du véhicule B-Max à Craiova (300 000 véhicules/an à terme) et du moteur EcoBoost de 1,0 l à trois cylindres.

Les opportunités pour l'offre française en Roumanie sont :

- Recherche de nouveaux fournisseurs par Dacia-Renault: ingénierie, pièces mécanique, fonderies, roulements, cartes électroniques...
- Nouvelles opportunités offertes par Ford à Craiova (certains fournisseurs s'installent déjà dans le parc industriel de la ville).
- Arrivée probable d'un 3ème constructeur à Cluj-Napoca.

Les infrastructures de transport

La Roumanie doit impérativement, pour s'assurer une croissance soutenue et durable, accélérer le développement de son réseau d'infrastructures de transports ferroviaires, routiers, autoroutiers, aéroportuaires, voire portuaires et maritimes. Le programme opérationnel sectoriel transport (POS-T) 2007-2013 constitue le principal soutien au développement du réseau national de transport. Il prévoit 5,7 Mds EUR de financements, dont 4,57 Mds EUR de fonds européens, essentiellement destinés à la route et au rail. Une gestion erratique de ces ressources financières n'a pas encore permis au pays de se doter d'infrastructures à la hauteur de ses besoins réels, de l'attente des usagers et celle des entreprises. Les mesures volontaristes prises par le gouvernement en fin d'année 2011 devraient cependant contribuer au développement de certains grands axes autoroutiers et ferroviaires à brève échéance.

L'énergie et l'environnement

L'adoption progressive des normes européennes dans le domaine de l'environnement génère de nombreux projets dans les secteurs du traitement de l'eau et des déchets et l'accès aux financements sur fonds structurels européens est possible pour les collectivités. Les montants prévus dans le cadre du Programme Opérationnel pour l'environnement s'élèvent à environ 5,6 Mds EUR (y compris la part de cofinancement national) sur le budget 2007-2013 alloué par l'Union Européenne.

L'approvisionnement en eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées sont des priorités importantes que la Roumanie doit tenir conformément aux engagements pris dans le cadre de l'adhésion à l'UE.

Le potentiel en matière d'énergies renouvelables est important : hydroélectricité, biomasse (grande tradition), énergie solaire, éolienne et géothermale. Des sociétés privées développent déjà de nombreuses fermes éoliennes. À l'horizon 2020, selon des estimations, 4 800 MW renouvelables seraient installés en Roumanie, dont 70% dans l'éolien, 14% dans l'hydroélectricité, 12% dans la biomasse et 4% dans l'énergie solaire. Dans le domaine des énergies renouvelables, les investissements peuvent être soutenus financièrement par des programmes opérationnels sectoriels provenant des Fonds de Cohésion ou par des aides financées par le budget de l'Etat.

La grande distribution à dominante alimentaire

Le marché roumain des biens de consommation a été estimé fin 2011 à environ 23 milliards EUR, soit 4,8% de plus qu'en 2010. Les produits vendus via la grande distribution constituent 98% du marché, le reste étant représenté par les ventes directes, les ventes en ligne et les ventes à domicile. Les magasins traditionnels continuent à dominer en zone rurale et dans les villes petites et moyennes, alors que dans la capitale et les grandes villes du pays, la distribution moderne représente environ 75% du marché de détail.

En 2011, des centaines de millions d'euros ont été investis dans de nouveaux points de vente, les acteurs les plus actifs étant *Lidl*, *Profi*, *Mega Image*, *Carrefour* et *Kaufland*. Ainsi, le segment Cash&Carry s'est enrichi de 2 grandes surfaces et celui du «hard discount» d'une cinquantaine de nouveaux magasins. Par ailleurs, 18 hypermarchés et 55 supermarchés ont été ouverts par des enseignes internationales en 2011 en Roumanie, sans compter les ouvertures de magasins des réseaux locaux. Les ventes de produits sous marques de distributeurs ont dépassé pour la première fois le seuil du milliard d'Euro. Toutefois, le poids des MDD est en Roumanie de l'ordre de 13% du marché et reste très inférieur à celui qu'il représente en Europe Occidentale, environ 25%. Le pays porte donc un important potentiel de développement des MDD.

L'offre française est fortement représentée, aussi bien dans le segment des hypermarchés (*Carrefour*, *Cora*, *Auchan*) que dans le segment des supermarchés (*Interex*, *Carrefour Market*).

Banques et assurances

Le système bancaire roumain compte 41 institutions de crédit et a progressé de 3,5% en 2011, à 82 Mds EUR d'actifs. Les institutions de crédit à capital majoritaire étranger représentent 85% du secteur, les plus importants investisseurs étant Erste Group, Société Générale, Raiffeisen, Unicredit etc. La BRD, filiale de Société Générale, avec une part de marché de 14%, est la première banque roumaine en termes de profits. Un autre acteur français Crédit Agricole dispose, à travers sa filiale grecque Emporiki, d'une présence encore limitée sur le marché roumain, mais ses plans de développement sont ambitieux.

Sur le marché des assurances, qui totalise environ 2 Mds EUR d'actifs, plus d'une quarantaine de sociétés sont actives. Les leaders sont Astra, Allianz-Tiriac, Omniasig et, en quatrième position, la filiale de la société française Groupama, qui s'est implantée en Roumanie depuis 2009. AXA Life Insurance s'est lancée sur le marché roumain en 2011.

Télécommunications et audiovisuel

Le marché roumain des télécommunications, estimé à environ 3,3 Mds EUR en 2010, a connu une légère baisse en 2011. Le secteur est de plus en plus concurrentiel et les opérateurs ont été contraints de baisser leurs tarifs. Les tendances enregistrées au cours du premier semestre 2011 sont les suivantes : dans la téléphonie mobile, le taux de pénétration s'est établi à 110%, en léger recul par rapport à 2010, alors que le trafic voix a progressé de 8%. La téléphonie fixe a enregistré un taux de pénétration de 23% par habitant et de 53% par ménage, avec plus de 4 millions d'abonnés. Le nombre de connexions d'accès à l'Internet fixe haut débit a atteint 3,13 millions. Le taux de pénétration des connexions Internet fixe à haut débit s'est établi à 15% (par habitant) et 39% (par ménage). Enfin, le marché de l'audiovisuel, qui affichait un chiffre d'affaires de plus de 300 M EUR fin 2010, est marqué par une hausse de la demande pour l'IPTV : 28% de croissance sur les 6 premiers mois de 2011.

L'offre française est très bien positionnée sur les services de voix avec Orange (leader du marché de la téléphonie mobile avec une part de marché de 37%).



Filière agricole et agro-alimentaire

Pays à longue tradition agricole, disposant de conditions pédoclimatiques favorables et d'une position géographique avantageuse pour le commerce de matières premières, la Roumanie demeure le deuxième pays agricole des PECO après la Pologne avec 8,5% de la surface agricole utile de l'UE à 27, et 9% du cheptel ovin, 4% des porcins, 3% des bovins.

L'agriculture représente un secteur de poids dans l'économie roumaine: sa **contribution à la formation du PIB varie autour de 6%** (la moyenne européenne est de 1,7 %) mais reste très dépendante des conditions climatiques. Compte tenu des ressources utilisées (la population agricole représente 30% de la population active occupée), cette contribution reste cependant bien en deçà de son potentiel : l'agriculture roumaine reste globalement peu performante et requiert des moyens modernes de production.

La **surface agricole utile (SAU)** est de **13,29 millions ha**, dont **8,3 millions ha de terres arables**. Le secteur agricole compte **3,85 millions d'exploitations** (4,48 millions en 2002), dont seulement 31 000 sous forme sociétaire. Ces dernières exploitent pourtant 55,9 % de la SAU.

La production agricole est caractérisée par **une dominante végétale** (67% en valeur) peu diversifiée : les céréales représentent 65% des terres arable, les oléagineux 18% et les autres plantes techniques 17%. **L'élevage** est principalement tourné vers la production de viande porcine, de volailles et de produits laitiers.

L'agriculture biologique connaît un rythme de développement soutenu, notamment grâce à la croissance de la demande externe. En 2011, près de **300 000 ha** y sont alloués, soit 2,2% de la SAU.

L'agriculture roumaine dispose d'une importante marge de croissance, seulement la moitié de la SAU étant utilisée par des exploitations commercialement viables.

Un marché de niche très porteur : le bricolage

Avec un chiffre d'affaires de 1,3 Md EUR en 2011, la demande pour les produits et solutions de bricolage est soutenue majoritairement par les travaux de rénovation et réaménagement. Le marché est soumis à une concurrence acharnée que se livrent les multiples enseignes du « DIY » présentes en Roumanie : Bricostore, Mr Bricolage, Leroy Merlin, Praktiker, Obi, BauMax, Dedeman, Hornbach. Le goût prononcé du consommateur roumain pour le bricolage, l'obsolescence d'une grande partie du parc immobilier sont les principaux facteurs qui prêtent à ce marché un potentiel de croissance durable et soutenue. Les grandes enseignes du secteur, françaises notamment, sont par ailleurs en recherche permanente de nouveaux référencements : de nombreuses opportunités sont à saisir pour les industriels français.

Les investissements

	IDE en Roumanie	IDE roumains en France
	En millions EUR	
2010	2 596	-
2009	3 488	100
2008	9 240	194

Source : Ubifrance d'après GTI (si utilisation des tableaux des Panoramas mondiaux)

Les investissements français

A une ou deux exceptions près, la totalité des entreprises du CAC 40 est directement présente sur le marché roumain. Au total, si l'on prend en compte les sociétés de droit roumain dont plus de 10% du capital est détenu par des sociétés françaises, on recense 3461 filiales françaises actives en Roumanie au 30 septembre 2011. En 2010, elles ont enregistré un chiffre d'affaires cumulé de 14,4 Mds EUR et employaient 118 000 personnes. Le stock d'investissements directs français en Roumanie est estimé à 7 Mds EUR, ce qui place la France au 3^{ème} rang des investisseurs étrangers, derrière l'Allemagne et l'Autriche. Les deux premiers investisseurs français en Roumanie sont Orange et Renault Dacia, avec près de

réalisés dans le pays. Dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, Veolia et GDF-Suez comptent parmi les premiers opérateurs sur le marché roumain dans leurs activités respectives.

Environnement des affaires et conseils pratiques

Les usages du pays

Les langues

Le roumain est une langue latine (75 % du lexique), proche de l'italien. Près d'un quart de la population est francophone et la Roumanie est d'ailleurs membre de l'Organisation internationale de la francophonie. Cependant, la langue de travail la plus répandue est l'anglais.

Le temps de travail

Le modèle d'horaire dans la plupart des entreprises roumaines est la journée continue (de 8 h 00 à 16 h 00). La durée légale d'une semaine de travail est de 40 heures (maximum 48 heures par semaine avec les heures supplémentaires).

Les fêtes légales en 2012

Les 1er et 2 janvier (nouvel an), les 15 et 16 avril (Pâques orthodoxe), le 1er mai, les 3 et 4 juin (la Pentecôte), le 15 août (Assomption orthodoxe), le 1er décembre (fête nationale) et les 25 et 26 décembre.

À savoir

Avec l'entrée de la Roumanie dans l'UE, une culture de la consommation due principalement à l'amélioration des conditions de vie de la classe moyenne a émergé. Toutefois, la crise économique a profondément affecté les comportements de consommation. De nombreuses études ont montré que la population restait néanmoins attachée aux produits de marque. Le consommateur roumain a besoin de montrer son statut social en affichant des produits de marque. D'autre part, sauf si vous y êtes invité, il convient d'éviter les sujets liés à la période communiste.

Les pratiques commerciales du pays

Mode de règlement

Le paiement en espèces, chèque ou billet

Pour les opérations inférieures à 300 EUR notamment, le mode de règlement le plus répandu au niveau national reste le paiement en espèces (un reçu permet de se prémunir en cas de litige). Autrement, un mode de règlement simple est l'ordre de paiement qui peut être complété, le cas échéant par un chèque ou un billet à ordre (pour plus de garantie).

Le virement SWIFT, l'encaissement documentaire ou le crédit documentaire

Pour les paiements internationaux (importations) le mode de règlement le plus fréquemment utilisé est le virement SWIFT, une solution rapide mais qui ne comportant aucune garantie, suppose une grande confiance entre le fournisseur et le client. Dans le cas contraire, le paiement peut se faire par encaissement documentaire ou crédit documentaire qui présente l'avantage de constituer une garantie pour le paiement des marchandises livrées ou pour la livraison des marchandises déjà payées.

Les délais de paiement

Il est usuel de payer une partie de la facture à la commande puis le solde à la livraison. Lors des premiers contacts avec une entreprise roumaine, un règlement total à la commande sera quasi systématiquement exigé.

À savoir



Le paiement par chèque de banque est fortement déconseillé pour les importations. Celui-ci est peu utilisé et les encaissements sont longs, chers et non sécurisés.

Le déroulement de votre rendez-vous d'affaires en Roumanie :

Il est recommandé d'aborder les entretiens avec les contacts locaux de façon directe, concise ainsi que de privilégier un argumentaire commercial technique et concret. L'adoption d'une position d'écoute active est essentielle au bon déroulement de votre entretien. En effet, connaître votre client, ses besoins, son organisation, sa manière de prendre des décisions sont des priorités. En début de rendez-vous, il est recommandé de se présenter brièvement et d'exprimer en quelques mots son intérêt pour le marché roumain et son espoir pour la conclusion d'un partenariat. Par la suite, il conviendra d'adopter un discours enthousiaste en présentant l'historique de la société, son savoir-faire et ses références les plus valorisantes. En conclusion, il sera important de remercier la partie roumaine du temps consacré à l'entretien, de sa disponibilité et d'établir avec ses interlocuteurs un calendrier précis d'action (envoi de documentation commerciale, reprise de contact, visites etc.). Le suivi de contacts ne doit pas être négligé sur ce marché et l'exercice de remerciements/relance/demande d'informations complémentaires est fondamental.

UBIFRANCE vous propose quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.



• **Gamme Conseil** : pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes d'UBIFRANCE.



• **Gamme Contact** : pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.



• **Gamme Communication** : pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.



• **Volontariat International en Entreprise (VIE)** : pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international

Retrouver le détail de nos produits sur : www.ubifrance.fr

© 2012 – Ubifrance

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L.335-2 et L.335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité :

Ubifrance ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés.

Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Toutefois, Ubifrance ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.

Prestation réalisée sous système de management de la performance certifiée BVC ISO 9001 : 2008

Auteur : UBIFRANCE Roumanie – Bureau de Bucarest

Adresse :

Str. Nicolae Iorga, 11
Bucarest, 010432, sector 1
Roumanie

Rédigée par : Philippe Garcia, Pavel Ambrosi, Roxana Sararu, Sorina Moldovanu et Florence Ory

Revue par : Philippe Garcia

Version originelle du : 30/07/2009

Version mise à jour le 26/09/2012